

Loi anti-inflation

A cause du contrôle des prix et des salaires et de la conjoncture internationale, la situation à l'aciérie de Sydney n'a fait que s'aggraver. Il est révoltant d'entendre un ancien premier ministre libéral de la Nouvelle-Écosse, qui vivote maintenant à l'autre endroit tout en essayant de diriger une grande université, déclarer au Club Rotary de Halifax qu'il faut imputer la plus grande partie du blâme aux travailleurs de l'aciérie de Sydney au lieu de reprocher au gouvernement de la Nouvelle-Écosse et à ses complices leur mauvaise gestion.

Une voix: Quelle honte!

M. Hogan: C'est une sacrée honte! C'est encore pire que ce que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) a dit à propos du peu de reconnaissance manifestée par les travailleurs du Cap-Breton. Je ne pense pas que le mot qu'il a employé figure même dans le dictionnaire, mais cela lui importe peu. Il a insulté des gens qui ont longtemps souffert sous le régime confédératif. Ils ont été isolés par les forces économiques et par leur manque d'influence politique.

Il ne faut pas avoir siégé à la Chambre bien longtemps pour se rendre compte que les Maritimes n'ont aucune influence politique. L'Ouest commence maintenant à exercer une certaine influence parce qu'il possède des moyens de pression économiques. Les représentants de la région de l'Atlantique n'ont pas à s'excuser de demander de telles choses parce que si l'économie était bien dirigée, ils auraient leur part de la richesse du pays.

Il est impossible qu'une aciérie internationale survive dans cette région sans être financée par le gouvernement, une fois que l'entreprise privée a abandonné la partie. Que peut-on faire d'autre? Un comté compte 125,000 habitants. Doivent-ils tous subsister grâce au bien-être social? Il y a déjà suffisamment d'assistés sociaux et de chômeurs. Comme un député l'a dit plus tôt aujourd'hui, chaque jour, 2,000 personnes cessent de recevoir des prestations d'assurance-chômage et deviennent des assistés sociaux. Est-ce là ce que l'avenir réserve à notre économie?

Non seulement le gouvernement n'a pas réussi à assurer la prospérité à l'industrie sidérurgique de l'Atlantique ces dix dernières années, mais il a également échoué lamentablement dans un secteur qui a toujours été vital dans cette région, soit la pêche. Je crois que l'actuel ministre des Pêches (M. LeBlanc) est sur la bonne voie. Si nous avons eu une politique du genre il y a dix ou quinze ans, nos stocks ne seraient pas épuisés comme ils le sont aujourd'hui. Le gouvernement n'aurait pas maintenant à investir aussi considérablement afin de rentabiliser la pêche. On aurait pu alors créer des emplois dont ont maintenant désespérément besoin les villages de pêcheurs de la côte atlantique.

Le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et, surtout, Terre-Neuve, comptent beaucoup sur la pêche. Par le passé, on a autorisé d'importantes flottes étrangères à pêcher dans nos eaux. Parce que l'on croyait que chaque espèce se régénérerait, elles étaient autorisées à prendre tout ce qu'elles voulaient. On a laissé lentement mourir la pêche indépendante et la pêche côtière. Aux pêcheurs, on a accordé de maigres subventions. Ils ont été réduits à des prestations d'assurance-chômage spéciales. C'est injustifiable.

Que cela nous plaise ou non, cette situation a été un facteur de désunion aussi important que la question linguistique ou tout autre facteur. Je le répète, je ne suis pas convaincu que le

mouvement séparatiste au Québec procède uniquement de motifs culturels ou historiques profonds. Il résulte également des politiques mises en œuvre par le gouvernement ces dix dernières années, et plus précisément depuis cinq ans.

M. Pelletier: Allons donc.

M. Hogan: C'est ce qui a mis le feu aux poudres. Le fait que le chômage chez les jeunes soit passé de 7.1 p. 100 à 11.5 p. 100 en cinq ans a sûrement aidé la cause du séparatisme. On ne peut dire le contraire. Il serait malhonnête de ma part d'affirmer que c'était la seule cause de ce phénomène. Toutefois, je crois que la hausse du chômage chez les jeunes du Québec et chez tous les Québécois complique la tâche de l'unification. Le député est un de mes anciens élèves, et je n'ai pu m'empêcher de prendre ses remarques à cœur.

M. Pelletier: Il a été mon professeur.

M. Hogan: La région atlantique a toujours souffert d'être éloignée des principaux marchés du pays. En ce qui a trait au tarif-marchandises et au réseau ferroviaire, nous sommes aussi mal lotis que l'Ouest du Canada.

Je me trompe peut-être tout à fait. Je sais que les experts ne savent pas plus quoi penser à cause de la situation énergétique. Cependant, le ministre des Transports (M. Lang) accorde beaucoup d'importance à l'avenir du transport aérien, même si le prix de l'essence augmente au point où il constitue maintenant 22 p. 100 des frais d'exploitation d'Air Canada. Il parle de construire des routes comme si c'était le principal moyen d'aider la région atlantique. Le ministre néglige presque complètement le service-voyageurs par chemin de fer pour l'avenir. Les taux d'imposition ne sont pas pondérés de façon équitable pour nous donner une chance de soutenir la concurrence du marché central. C'est la récrimination que l'on entend depuis toujours à chaque extrémité du pays. On ne s'efforce pas vraiment de diriger l'économie.

Il n'y a pas de loi économique qui exige que l'industrie manufacturière se trouve uniquement dans un endroit et pas dans un autre. Le maintien des obstacles artificiels qui font augmenter les prix à la consommation représente le tribut que nous devons payer pour assurer la prospérité du Québec et de l'Ontario. C'est ce qui se passe actuellement. L'industrie textile, les industries du meuble, du vêtement et de la chaussure représentent directement ou indirectement des centaines de milliers d'emplois dans ces deux provinces centrales. Un grand nombre disparaîtront si l'on ne continue pas à les protéger comme dans le passé.

Il est triste d'avoir à dire d'un gouvernement au pouvoir depuis si longtemps qu'il n'a pas essayé de modifier les structures de l'économie pour que cette région ne dépende pas autant des tarifs douaniers et pour que l'Ouest et l'Est ne continuent pas à être désavantagés dans le domaine des transports. Tout cela a fini par donner naissance à un sentiment d'aliénation.

En dépit de ces difficultés, nous aimons tous le Canada. Toutefois, on ne peut irriter les gens et les régions que jusqu'à un certain point avant que leur canadianisme ne commence à s'estomper. Il nous faut réduire les disparités de revenus qui existent entre les régions prospères et les régions pauvres, comme celle que je représente. Je ne dis rien de neuf. Le gouvernement a eu maintes occasions d'agir. En fait, on pourrait presque soutenir que nous avons un système unipartite au Canada puisque, pour des raisons historiques, les libéraux obtiennent toujours 55 sièges dans la province de Québec.